

Syrie

-22 millions d'habitants

- Idh : 107ème rang mondial sur 173 en 2009, 26% de la pop. active travaille dans l'agriculture, en 2003 le taux de chômage était de 22%. Crise économique larvée depuis les années 90... (rentre pétrolière c'est fini, la Syrie importe désormais plus de pétrole qu'elle n'en exporte... ressources en gaz par contre)
- 90% de musulmans (dont 78% de sunnites), un peu plus de 8% de chrétiens (souvent milieux aisés, bourgeoisie d'affaires). Petite minorité juive à Damas.
- Kurdes : 10% de la population : minorité opprimée, beaucoup de Kurdes ont été privés de leur nationalité syrienne lors de l'indépendance du pays (plus de 300 000 Kurdes sont « apatrides ») mais le pouvoir a cherché aussi à utiliser les Kurdes (a abrité les bases du PKK + a utilisé des bataillons kurdes lors de répressions contre d'autres catégories sociales ou religieuses... notamment à Hama en 1982).
- il y a actuellement 700 000 réfugiés irakiens en Syrie

Histoire :

- jusqu'en 1920 : Bilad Al Cham (Syrie + Liban + Jordanie + Palestine). Occupation française (accord avec les Anglais) jusqu'en 1946 (1945 révoltes/insurrection contre l'armée française)
- Pendant le mandat français un bout de la Syrie a d'ailleurs été donné à la Turquie (région de Hatay)
- Après 1946, beaucoup de coups d'état militaires successifs
- 1958-1961 brève république arabe unie avec l'Egypte
- 1970 : coup d'Etat de Hafez El Assad mort en 2000 et remplacé par son fils Bachar. Parti dirigeant : le Baath : naissance de ces partis (frère jumeau en Irak avant de devenir des ennemis farouches) porte parole d'une petite bourgeoisie de plus en plus radicale dans les années 60, « socialiste »... en fait nationaliste bourgeois mais qui pour se développer est obligé de nationaliser les principaux moyens de production et les banques (1ères banques privées en Syrie en 2004!).
Cette dictature féroce qui a plusieurs fois massacré des milliers voire des dizaines de milliers de personnes comme à Hama en 1982 (présenté comme un soulèvement mené par les Frères musulmans... mais femmes, enfants, laïques, militants de gauche, ont été massacrés, prisonniers politiques massacrés dans les prisons (d'ailleurs déjà silence assourdissant des dirigeants politiques français, Mitterrand notamment)
- Dictature soutenue par une minorité alaouite (branche dissidente de l'islam chiite.. en fait surtout par une bureaucratie/Classe moyenne à qui profite le

régime). Piliers du régime : l'armée et les forces de sécurité (gestapo!) : les moukhabarat. 13ème rang mondial pour les effectifs militaires, 5ème rang mondial pour les effectifs militaires par tête !

- **La Syrie, un «pays socialiste»?** Les politiques de libéralisation économique qui ont commencé au début des années 1990 et ont été accentuées et stimulées depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad en 2000 n'ont été bénéfiques ni pour l'économie du pays, ni pour l'ensemble de la société. Elles n'ont profité qu'à une oligarchie étroite et à certains de ses clients. Aujourd'hui le soulèvement populaire syrien scelle l'échec du projet du régime: le parti Baath jouissait d'une certaine popularité, il y a 30 ans, lorsqu'il offrait une avancée sociale dans les régions rurales et pour les minorités religieuses, mais maintenant ce n'est plus qu'une coquille vide.

La politique de libéralisation économique du régime a conduit le pays à une situation socio-économique proche de celle qui prévalait avant que le parti Baath ne prenne le pouvoir en 1963: **5% de la population détient plus du 50% du revenu national.**

Dans le même temps, les décalages en matière de richesse et d'inégalités n'ont fait qu'augmenter au cours de ces dernières années. Les classes inférieures et moyennes n'ont pas vraiment bénéficié de la croissance économique. Elles en ont au contraire souvent souffert. Les couches les plus pauvres luttent pour s'en sortir dans la nouvelle économie à cause de l'insuffisance d'emplois, et la situation de la classe moyenne se détériore en direction du seuil de pauvreté, parce que les salaires n'ont pas été indexés à l'inflation, qui a augmenté de 17% en 2008.

La seule composante qui n'a pas, jusqu'à maintenant, rejoint le mouvement de protestation est la classe moyenne d'Alep et de Damas. Il est probable que malgré les mesures prises par le gouvernement et la Banque centrale pour faciliter l'accès au crédit ou pour faciliter les prêts aux entreprises, les coûts économiques du soulèvement populaire poussera bientôt la classe moyenne à prendre conscience de l'importance d'effectuer des réformes politiques.

Une mafia et un régime clientéliste

La structure mafieuse du régime syrien apparaît clairement lorsqu'on voit le rôle joué par deux personnages clés: Rami Makhlof et Maher al-Assad.

Le premier est un cousin du président. Les protestataires syriens dénoncent Rami Makhlof comme étant un voleur, un symbole de corruption et d'opulence en Syrie. Et ils s'en prennent aux magasins de sa firme de télécommunication, Syriatel. Fils d'un ancien commandant de la Garde républicaine syrienne, M. Makhlof contrôle actuellement près de 60% de l'économie du pays à travers un réseau complexe de holdings. Son empire économique s'étend à des entreprises allant des télécommunications, du pétrole et du gaz jusqu'à la construction, en passant par les banques, les lignes aériennes et le commerce de détail. Il est même propriétaire de la seule firme de duty-free ainsi que de plusieurs écoles privées. Ses frères ne sont pas en reste. Ils dirigent la fondation Shalish pour les constructions militaires et la structure qui gère tous les contrats pour les constructions publiques telles que le

projet de détournement de l'eau du Tigre pour irriguer la région de Hassake, récemment voté et dont le coût est estimé à 2 milliards de dollars.

Le second personnage, Maher al-Assad, est le frère du président. Il est à la tête de la garde présidentielle et de la 4e Division, qui représente un tiers de l'armée, équipée avec des chars modernes, contrairement au reste de l'armée. Il a été le principal responsable de la violence de la répression contre le mouvement de révolte. La 4e Division dirigée par Maher al-Assad avec les forces de sécurité syriennes ont utilisé des chars, des armes à feu et ont procédé à des arrestations de masse. Le régime a transformé en prisons et en camps de torture des stades de football et d'autres centres, d'innombrables appartements et maisons ont été saccagés sans base légale, des unités militaires avec des chars et des francs-tireurs ont investi et dévasté les banlieues de Damas et de Homs, ainsi que Daraa dans le sud, la ville côtière de Banias et plus récemment la ville de Tall Kalakh, près de la frontière libanaise.

- **Arguments du régime** : cohésion face aux tendances séparatistes ou minorités religieuses/fort nationalisme (Syrie = berceau du nationalisme arabe) face à Israël/Irak/EU. Rappel : un bout de la Syrie le plateau du Golan est occupé par Israël depuis 1967 (12 000 colons israéliens y vivent)
- En fait discours sur la solidarité arabe face à l'ennemi Israël : plus une couverture !
 - 1970 : refus d'intervention lors de Septembre noir
 - 1976 : intervention syrienne au Liban sauve d'abord les milices de la droite chrétienne
 - 1982 : Arafat à Tripoli bombardé pendant des semaines par l'armée syrienne
 - 1991 : alliés aux impérialistes lors de la 1ère guerre du Golfe (contre Saddam)
- Implication de la Syrie dans le conflit Libanais jusqu'en 2005 directement par occupation puis par l'entremise du soutien au Hezbollah. Et au Hamas (dont le leader habite Damas).. Mais de fait plus une stabilité de fait dans les rapports avec Israël : certes armement du Hezbollah mais pas d'affrontement direct/Golan, si bien que pour Israël, le maintien du dictateur Assad est la meilleure option (tout comme l'était Moubarak...) : la chute des dictateurs arabes fait peur à Israël !
- Pour les impérialistes même raisonnement : la Chute d'Assad c'est une victoire de plus pour les peuples et quelle victoire ce serait vu la férocité.... Relations compliquées avec la France au gré des années : Mitterrand, Chirac, Sarkozy (notamment sur la question libanaise)... mais en 2008 Bachar El Assad invité d'honneur au défilé du 14 juillet par Sarkozy, fin du purgatoire syrien, pour arracher la Syrie à son alliance iranienne.
- Pour la Russie : allié syrien : intérêts économiques mais aussi géostratégiques : la Syrie a carrément donné en concession à la Russie un port militaire : Tartous qui est du coup un accès majeur aux mers du Sud pour la Russie. + Accords de

partenariat entre Gazprom et la Syrian Gas Company.

- Bref, pour toutes ces raisons, ce qui se passe en Syrie aujourd'hui est d'une importance majeure pour la suite des processus révolutionnaires dans l'ensemble du monde arabe.

Il faut saluer le courage, la détermination de tout un peuple qui se bat depuis plus de 4 mois à mains nues contre une des dictature les plus féroces.

Plusieurs centaines de morts, voire plusieurs milliers, les chiffres sont difficilement vérifiables : aucune présence de journalistes depuis les premières manifestations qui ont tourné au massacre comme à Deraa. Des dizaines de milliers de personnes arrêtées, sans jugements, torturées (plus de 53 seraient mortes en prison sous la torture) : Cf le texte des comités Locaux de Coordination en Syrie dénonçant la mort des prisonnier sous la torture.

Comme dans les autres pays arabes touchés depuis la fin de l'année 2010 par des mouvements de protestation populaire contre les pouvoirs en place, les partis politiques de l'opposition syrienne ne sont pas en tant que tels à l'origine de la contestation. Ce ne sont pas des opposants qui ont signé les premiers appels diffusés sur Internet, au cours du mois de janvier 2011, pour inciter les Syriens à se mobiliser contre le régime et à se diriger vers les places publiques, à Damas et Alep en particulier, afin d'y établir des espaces symboliques de "Syrie libérée". Bien qu'ignorant - ou affectant d'ignorer - à cette date d'où provenaient ces messages, le régime ne les a pas imputés à l'opposition, mais à des "ennemis de la Syrie" et à des "parties syriennes liées à l'étranger". Dans le communiqué diffusé le 30 Janvier pour inviter ses concitoyens d'Alep à occuper, les 4 et 5 février, la place Saadallah Al Jabiri, l'opposant Ghassan Najjar, membre dirigeant du Courant Islamique Démocratique Indépendant en Syrie et de la Déclaration de Damas, n'a pas revendiqué la paternité de l'appel précédemment diffusé à ce propos. Il l'a "approuvé" et il l'a "appuyé", ce qui équivalait à une reconnaissance implicite qu'il n'en était pas l'auteur. De même, ce ne sont pas les revendications traditionnelles de l'opposition qui ont jeté les gens dans les rues à Daraa, au milieu du mois de mars, pour le véritable coup d'envoi de la contestation, mais la colère populaire face aux agissements irresponsables des services de sécurité du régime.

En Syrie, il existe bien sûr une industrie et une classe ouvrière significative - même si les travailleurs du pays sont massivement employés dans l'agriculture ou le petit commerce. Mais on peine à trouver la trace de luttes ouvrières significatives, de mouvements sociaux d'envergure dans ce pays où la centrale "syndicale" est totalement inféodée au régime, et où contrairement à l'Egypte ne semble pas avoir émergé de syndicalisme indépendant. La jonction de la jeunesse insurgée avec les travailleurs mobilisés par leurs revendications sociales comme en Tunisie et en Egypte sera-t-elle possible ?

Alors que peut-on peut dire à l'heure actuelle ?

La contestation a renversé le mur de la peur

- En dépit de l'appel d'air provoqué par les révolutions tunisienne et égyptienne, rares étaient les observateurs à considérer, au début du mois de mars, qu'un mouvement de contestation pouvait apparaître en Syrie.

-La difficulté qu'il avait eue à prendre son envol, en dépit de la multiplicité des appels lancés via Facebook tout au long du mois de février, faisait douter de sa capacité à survivre.

- Etat d'urgence en vigueur depuis près d'un demi-siècle, un arsenal législatif correspondant, des tribunaux spéciaux inféodés aux services de renseignements et les pratiques arbitraires des « moukhabarat » (services de sécurité) échappant à tout contrôle,

- Le seul fait que des Syriens continuent de sortir et de manifester dans la rue, malgré quatre mois d'une répression d'une extrême cruauté où tous les moyens ont été mis en œuvre par les appareils du pouvoir engagés sur le terrain, est déjà un grand succès en soi.
- Alors que le seuil symbolique d'un millier de morts a été franchi, alors que les blessés se comptent par milliers, alors que les détenus et disparus sont évalués à près de 15 000 et que chaque jour apporte son lot d'informations et d'images terrifiantes, les protestataires sont bien décidés à ne plus trembler. Ils ont déjà payé beaucoup trop cher leur demande de liberté pour laisser la peur les envahir et les tétaniser à nouveau.

Le 9 mai, Bouthayna Chaaban, conseillère politique et médiatique du chef de l'Etat, affirmait dans une interview à un journaliste du New York Times, exceptionnellement autorisé à rester quelques heures en Syrie pour recueillir l'oracle, que « le mouvement de protestation allait vers sa fin » et que « l'Etat aurait bientôt achevé de reprendre la situation en main ».

Son optimisme s'expliquait, d'une part, par la conviction que ses compatriotes ne sauraient résister à la férocité des services de sécurité, et, d'autre part, par la diminution des images diffusées depuis la Syrie, suite aux coupures de courant et au contrôle renforcé des échanges téléphoniques et Internet avec l'étranger, auquel coopérait activement Rami Makhoul, cousin de Bachar Al Assad et propriétaire de Syriatel.

Mais, comme à chacune de ses interventions, les Syriens se sont employés à la faire mentir en descendant plus nombreux encore dans les rues. Ainsi, recoupée avec les images fournies par le point quotidien d'information « [Syrian Revolution News Round-Up](#) », [la carte des manifestations du vendredi 20 mai](#), baptisé « *Jouma'at Azadi* » (Vendredi de la Liberté), en hommage aux Kurdes ayant partout rejoint la protestation, montre que plus d'une centaine de cortèges ont ce jour-là sillonné les rues et les quartiers d'une cinquantaine de villes. Le vendredi 27, « *Jouma'at Houmat al Diyar* », en hommage à l'armée appelée à protéger les citoyens et la patrie, il y en

a eu 130, selon l'Organisation Nationale des Droits de l'Homme en Syrie.

Elle gagne du terrain semaine après semaine

Le développement de la contestation n'a été ni linéaire, ni continu. Il a connu des hauts et des bas, des temps forts et des périodes de creux. Mais de nouveaux milieux et de nouvelles régions ont régulièrement rejoint le camp des manifestants.

Certaines listes de victimes établies par des organisations syriennes de défense des Droits de l'Homme permettent de constater que les protestataires tués dans les rues par les services de sécurité n'appartiennent pas uniquement aux milieux défavorisés des banlieues urbaines et de la campagne. Même si leur situation est loin d'être ce qu'elle est en Occident, ce n'est pas d'abord pour exprimer des revendications économiques que des médecins, des ingénieurs, des professeurs, des avocats, des architectes et des commerçants participent au mouvement. Dans un pays où les chiffres du chômage annoncés sont largement sous-estimés, les étudiants et les diplômés ont sans doute des préoccupations légitimes liées à l'emploi. Mais que dire des quinquagénaires et sexagénaires abattus dans les cortèges ou jetés en prison ?

Vendredi 18 mars, les manifestations étaient circonscrites aux villes de Daraa, Baniyas, Homs et Damas. Une semaine plus tard, elles concernaient également les villes de Lattaquié, Alep, Idlib, Hama, Jableh, Hassakeh, Raqqa et une dizaine de municipalités des environs de la capitale. Le vendredi 1^{er} avril, les mêmes agglomérations étaient rejointes par Qamichli et Deïr al Zor. Le 8 avril, les villes d'Al Bou Kamal et de Tartous étaient à leur tour atteintes par les protestations, qui s'étendaient à la plus grande partie du gouvernorat de Daraa et de la grande banlieue de Damas. Le 15 avril s'y ajoutaient Soueïda et Rastan, le 22 avril Palmyre, le 29 avril Maaret al Numan, le 6 mai Tall Kalakh... puis enfin la rébellion a touché la ville d'Hama complètement assiégée depuis plusieurs semaines par l'armée syrienne. Vendredi dernier pour la première fois, des manifs ont eu lieu à Damas en dehors des quartiers étudiants. Des villes entières semblent avoir pris les armes la semaine dernière (notamment à la frontière avec l'Irak)

La contestation a montré qu'elle n'était pas religieuse...

Les plus grosses manifestations démarraient à la sortie des moquées, après la prière du vendredi ou au terme de rites funéraires. Ce n'est pas tant l'expression d'une contestation religieuse que la conséquence des pressions exercées sur la population : les Syriens ne peuvent plus se réunir ailleurs que dans les lieux de culte, depuis que les stades ont été fermés au public... avant d'être transformés en prisons à ciel ouvert.

Non seulement aucun homme de religion n'a incité ses fidèles à se livrer à des actions légalement répréhensibles, mais lors des premiers vendredis de manifestation le cheykh Mohammed Saïd Ramadan Al Bouti, la personnalité religieuse la plus influente de Syrie, a quitté précipitamment et sous bonne escorte la Mosquée des Omeyyades de Damas dont il est le prédicateur, pour ne pas être impliqué dans la manifestation qui s'y déroulait.

On ne peut pas non plus voir une orientation religieuse de la contestation dans le recours à des formules comme « *Allah akbar* » quand tombent des victimes sous les yeux des manifestants. Quand ils crient « *Allah, Souriya, Hourriya wa bass...* » (Dieu, la Syrie, la Liberté... et c'est tout), ils ne font que reprendre en le transformant le slogan des partisans du chef de l'Etat « *Allah, Souriya, Bachar wa bass* ».

Non religieuse, la contestation en Syrie a aussi veillé dès le départ à ne pas se laisser entraîner dans le piège des dissensions confessionnelles. Les manifestants ne veulent voir qu'une chose : c'est le régime qui porte la plus grosse part de responsabilité dans les crimes commis par ces hommes. Plusieurs slogans utilisés d'un bout du pays à l'autre expriment d'ailleurs avec force la préoccupation des manifestants de dépasser les appartenances communautaires. Ils répètent sans cesse : « *Wâhed wâhed wâhed, al chaab al souri wâhed* » (Un, un, un, le peuple syrien est un), ou « *Kullu-na sunni wa-alawi wa-duruzi wa-kurdi* » (Nous sommes tous sunnites, alaouites, druzes et kurdes). Conscients du piège dans lequel le pouvoir allait tenter d'entraîner les manifestants, pour les réprimer plus durement encore au nom de la « préservation de l'unité nationale », les animateurs du mouvement ont très vite mis en ligne, le 24 mars, sur la page Facebook de « The Syrian Revolution 2011 », un « code d'éthique contre le sectarisme en Syrie » rédigé par l'opposant Yasin Al Hajj Saleh. Avant qu'un « *Vendredi Azadi* » (vendredi de la liberté) ait été dédié au Kurdes, le 20 mai, les manifestations avaient été placées, le 22 avril, sous le signe du « Vendredi saint », en solidarité avec les chrétiens en pleine célébrations pascales.

La contestation est restée largement pacifique et non violente

Dès les premiers jours, le slogan « *silmiyeh, silmiyeh...* » (pacifique, pacifique) a été l'un des plus souvent scandés, comme si les manifestants espéraient désarmer la répression en insistant sur le fait qu'ils ne disposaient pas d'armes, et voulaient s'encourager à la patience en se rappelant les uns aux autres que le changement qu'ils appelaient de leurs vœux devait se dérouler sans violence.

Malgré tout accusés d'être des « terroristes », dénigrés dans les médias officiels et réprimés par l'armée, ils ont tenté de se montrer encore plus convaincants, offrant du thé et des gâteaux aux militaires, défilant ici la poitrine nue ou arborant là des rameaux d'olivier. Mais rien n'est parvenu à convaincre le régime de recourir à d'autres moyens que les armes et le meurtre.

Il est exact que des protestataires ont détruit à Daraa l'agence de la compagnie Syriatel de Rami Makhoulf, saccagé à Hama le siège du gouvernorat, incendié à Jisr al Choughour la permanence du Parti Baath, vandalisé en quelques endroits des postes des services de sécurité, laissant éclater leur colère contre des lieux hautement symboliques de la corruption, de la répression et de la folie meurtrière du régime. Mais, au terme de plusieurs mois de manifestations quasi quotidiennes, la liste des destructions qui leur sont imputées contient surtout, ce qui est évidemment beaucoup

plus grave pour le pouvoir, les portraits géants du chef de l'Etat qui ornent rituellement les façades des administrations et les incontournables statues de Hafez Al Assad des entrées et sorties des agglomérations de Syrie.

En revanche, ce que les témoins sont nombreux à avoir vu et à rapporter, ce sont les destructions provoquées par les tirs des canons des chars de l'armée, les voitures écrasées par les chenilles des blindés, les magasins vandalisés par les *moukhabarat* et les *chabihha* (*voyous à la solde du régime*)... pour ne rien dire ici des pertes en vies humaines délibérément provoquées par les militaires et les francs-tireurs.

La contestation a révélé le véritable visage du régime syrien

Il aura suffi que les habitants de Daraa se soulèvent, entraînant petit à petit derrière eux l'ensemble des gouvernorats du pays, pour qu'apparaisse au grand jour la véritable nature du régime syrien :

un système dépourvu de toute idéologie, dirigé par les membres d'une « famille » et leurs complices, dont la politique se résume à se maintenir en place avec ou contre l'assentiment de la population syrienne, quitte à recourir aux moyens de coercition les plus primitifs contre ceux qui, en contestant la légitimité de cette situation, menacent l'existence des détenteurs du pouvoir et leur main mise sur l'économie et les ressources nationales.

En quelques semaines, par leur persévérance et leur endurance, les manifestants ont ouvert les yeux de ceux qui voyaient encore dans Bachar Al Assad, au début de l'année 2011, un homme moderne et un réformateur, entravé dans ses bonnes intentions par une « vieille garde » héritée de son père, un alibi commode mais mal choisi. Bachar Al Assad, en acceptant l'héritage que voulait lui transmettre son père au mépris des principes baathistes eux-mêmes, en a aussi adopté les méthodes. Refusant d'octroyer aux protestataires ce qu'ils réclamaient, de peur de s'engager dans la spirale infernale des concessions et de finir en exil ou devant un tribunal, comme ses homologues tunisien et égyptien, Bachar Al Assad a fermé la porte au dialogue. Et, dans l'espoir de bénéficier à son tour d'une paix de trente ans, il a depuis plusieurs semaines recours aux tirs à balles réelles sur des manifestants désarmés, au blocus des villes révoltées, aux assassinats de masse, aux emprisonnements de milliers d'hommes et de femmes, à la stratégie de la terreur, aux menaces, aux tortures et aux liquidations.

La contestation a contribué à unir les Syriens à travers tout le pays

Le calvaire de la ville de Daraa, que le régime a tenté de faire plier en s'y livrant à une répression d'une extrême dureté, a provoqué à travers toute la Syrie une vague de solidarité sans précédent. Des villages voisins, bientôt eux aussi soumis aux représailles, elle a gagné la totalité du gouvernorat puis l'ensemble du pays. A Soueïda, à Douma, à Homs, à Lattaquié et jusqu'à Qamichli, la population est sortie pour exprimer son soutien à la ville martyre, s'attirant souvent un traitement similaire.

L'habitude a été prise partout par les manifestants d'arborer des pancartes, de suspendre des banderoles ou de crier des slogans d'appui et d'encouragement à

l'ensemble des villes sur lesquelles se concentraient, au même moment, les interventions de l'armée et des services de sécurité. Cette solidarité est d'autant plus remarquable que, en Syrie, les réflexes régionalistes sont encore puissants. Alors que le régime espérait, en recourant partout à la violence et à la force des armes, faire rentrer chacun chez soi, l'exposition aux mêmes violences sécuritaires a fait sortir de chez eux en nombre croissant les habitants de régions qui ne se connaissaient pas, soudain rapprochés par leur volonté commune de changer un système dont ils étaient les uns et les autres les victimes.

A l'opposé du discours officiel, qui fait une priorité de la construction de la nation arabe pour mieux enrégimenter la population, les manifestants estiment qu'ils ne seront capables de prendre leur part dans la construction du monde arabe que dans la mesure où ils seront d'abord devenus de véritables « citoyens Syriens ».

La contestation a partout les mêmes objectifs...

Plusieurs semaines avant que les Syriens parviennent enfin à descendre dans les rues, les internautes à l'origine des appels à manifester avaient formulé les objectifs qui devaient, selon eux, inspirer partout les manifestants. Bien qu'émanant de groupes ou d'individus qui n'entretenaient que des contacts limités les uns avec les autres, compte-tenu de la surveillance qui s'exerçait déjà sur les moyens de communication et de déplacement,

un accord s'est rapidement dégagé sur la nécessité de faire de la liberté, et non de la chute du régime ou du départ de Bachar al Assad, la revendication fondamentale.

Les autres demandes n'étaient que les déclinaisons de cette première exigence.

Pour être libres, les Syriens devaient d'abord être débarrassés de l'état d'urgence, comme de l'omniprésence des *moukhabarat* et des tribunaux d'exception qui en étaient la conséquence.

Ils devaient ensuite avoir le droit de créer les partis politiques qui leur convenaient et de choisir ceux qui les représenteraient et les gouverneraient.

Ils devaient aussi pouvoir disposer de médias indépendants, capables d'exprimer les opinions les plus diverses, en toute autonomie et sans risque de sanctions.

Ils devaient encore être à même de recourir à une Justice qui ne soit asservie à aucun pouvoir et qui se prononce selon le Droit... La libération immédiate des détenus d'opinion devait être le signe de la disposition des autorités à aller dans le sens réclamé par les manifestants. On les a donc vu défiler partout au cri de « *Hourriyeh, hourriyeh, nehna baddna al hourriye* » (Liberté, liberté, nous voulons la liberté) et de « *Allah, Souriya, Hourriya wa-bass* » (Dieu, la Syrie, la liberté et c'est tout).

De fait, la liberté à laquelle ils aspiraient et pour laquelle tant de leurs parents, amis, voisins ou camarades étaient déjà tombés, ne pourrait être obtenue que par un

renversement du régime. Quelque temps et quelques centaines de morts plus tard, ils en sont venus à la conviction que la répression était menée sur le terrain, non pas à l'insu ou malgré le chef de l'Etat, mais aux vu et su et conformément aux ordres explicites de Bachar Al Assad. Ils ont donc franchi un nouveau palier dans leur protestation. Pour parvenir à la liberté par les moyens pacifiques qui restait leur objectif, ils ont commencé à exiger le départ du chef de l'Etat, que ne réclamaient pas encore ceux qui entraient seulement au même moment dans le mouvement.

La contre-propagande du régime qui a tout fait et tout dit pour décrédibiliser un mouvement « inspiré par l'étranger », le quadrillage policier massif mis en place par les autorités à l'intérieur et à l'extérieur des agglomérations, et l'ignorance par les Syriens qu'ils étaient capables de surmonter leur peur, ont dissuadé la grande masse des hésitants à participer à des rassemblements. Ils ont donc été différés de semaine en semaine, jusqu'à ce que l'étincelle de Daraa mette le feu aux poudres et provoque la vague de réprobation dont on constate aujourd'hui l'ampleur. Le second élément, ce sont les réticences de certains Syriens, dans tous les milieux, dans toutes les communautés et dans toutes les régions, à emboîter le pas à ceux qui en sont venus à appeler à la chute du régime et au départ de Bachar Al Assad. Aussi insatisfaits soient-ils par la gestion du pouvoir actuel, de nombreux Syriens préfèrent le statu quo à une révolution qui pourrait s'avérer positive pour la majorité d'entre eux, mais qui privera les actuels bénéficiaires du système d'une partie au moins de leurs ressources, qui redistribuera les cartes et qui risque de s'accompagner d'un nombre accru de pertes en vies humaines.

La contestation n'a pas de figure emblématique

Si la contestation en Syrie se voit et s'entend, bien au-delà des frontières du pays, elle n'est pas encore parvenue à s'incarner dans une figure emblématique. Elle a partout des meneurs, mais ils sont condamnés à la clandestinité. Elle a plus d'un millier de martyrs, qu'honorent les différentes villes. Mais elle n'a pas encore l'icône qu'était devenue pour les Tunisiens le vendeur à la sauvette Mohammed Bouazizi et pour les Egyptiens le blogueur Khaled Saïd. A moins que le jeune Hamzeh Al Khatib (13 ans), arrêté alors qu'il apportait des provisions aux habitants de Daraa assiégée et torturé à mort ans par les *moukhabarat*, devenu le symbole des souffrances et de la résistance de la ville, soit également adopté par l'ensemble des protestataires syriens.

La contestation syrienne reste une contestation sans visage, sans chef, sans porte-parole. Elle ne s'incarne pas dans un homme, dans une femme ou dans un groupe d'hommes et de femmes qui en seraient les représentants ou les porte-parole accrédités. Il est évident que les conditions ne sont pas remplies d'une apparition au grand jour de ceux qui, dans l'ombre, animent, organisent, coordonnent ou choisissent les mots d'ordre des prochains vendredis. Tout cela ne facilite pas l'identification d'un mouvement que l'opposition traditionnelle soutient et auquel elle participe, mais sans y jouer le rôle moteur et sans prétendre l'orienter, le contrôler, ou le représenter. Du moins à ce stade. Car le temps viendra peut-être où le pouvoir recherchera enfin des interlocuteurs, sans que les animateurs anonymes de la

contestation puissent prendre le risque de se découvrir. Les uns et les autres pourraient alors faire appel aux « opposants »... [cf la réunion de « l'opposition » en Turquie la semaine dernière...]

La contestation n'a toujours pas fait basculer les deux grandes villes

Les animateurs de la contestation ne se bercent pas d'illusion : les habitants des beaux quartiers de Damas et d'Alep ne les rejoindront au mieux qu'au dernier moment, pour sauver ce qu'ils pourront, voler au secours de la victoire et tenter de récupérer à leur profit un mouvement qu'ils auront auparavant dénigré ou observé avec suspicion.

l'objectif de parvenir à occuper enfin l'une des grandes places publiques, la place des Abbassides à Damas et la place Saadallah Al Jabiri à Alep, pour installer en « territoire libéré » le centre symbolique de la « nouvelle Syrie ».

La contestation a acquis la bienveillance de militaires...

Il n'y a pas lieu de douter, tant les témoignages abondent, que des militaires, y compris au sein de la 4^{ème} Division, de la Garde Républicaine et des Forces Spéciales, noyau dur des troupes fidèles au régime, ont refusé de tirer sur les manifestants, en constatant qu'ils avaient à faire à de simples citoyens désarmés et pacifiques, et non aux terroristes ou aux infiltrés contre lesquels on les avait en principe engagés. Officiers ou simples soldats, ceux auxquels leur conscience dictait de ne pas ouvrir le feu ont été pour la plupart immédiatement passés par les armes par les agents des *moukhabarat* escortant et surveillant les unités militaires... comme aux plus beaux jours de Hafez Al Assad, où les gardes assurant la surveillance des casernes étaient eux-mêmes surveillés par des agents des services de renseignements. Selon un officier de la 4^{ème} Division, un alaouite de Masyaf laissé pour mort pour avoir refusé de liquider Ousama Al Sayasneh, fils de l'imam de la grande mosquée de Daraa, plusieurs centaines de militaires appartenant à la 3^{ème} et à la 5^{ème} divisions, déployées en appui dans et autour de la ville, auraient ainsi été passés par les armes. Des familles d'officiers et de simples soldats ont donné à ce sujet des témoignages concordants.

Mais elle n'a pas encore provoqué de divisions dans l'armée

L'espoir de la contestation de parvenir à une division de l'armée, moins destinée à dresser ses éléments les uns contre les autres qu'à affaiblir le régime en le privant d'une partie de ses soutiens, paraît encore lointain. Mais, comme l'a souligné la mobilisation du vendredi 27 mai, « *Joumaat Houmat al Diyar* » (Vendredi des Protecteurs de la Patrie), les protestataires ne désespèrent pas de convaincre la troupe de se ranger avec le temps du côté du peuple. Plusieurs messages de personnalités politiques ou religieuses avaient été préalablement adressés à l'armée syrienne, lui rappelant quelles étaient ses missions et l'invitant à ne pas retourner ses armes contre ceux qu'elle avait vocation de protéger, au profit d'un pouvoir qui n'avait pour elle pas le moindre respect. Dans les rangs des protestataires, on a la conviction que des

désertions massives et le ralliement à la contestation d'unités de l'armée ne pourront intervenir que lorsque les cheykh, chefs tribaux et personnalités religieuses, auront jeté leur poids dans la balance.

La contestation n'a pas le soutien clair des milieux d'affaires

Comme on pouvait s'y attendre, les milieux d'affaires, principaux bénéficiaires de l'ouverture économique intervenue en Syrie au cours des dernières années, se sont gardés d'afficher un soutien quelconque à la protestation. Entre la préservation d'intérêts immédiats, limités mais palpables, et l'appui à un mouvement de libération dont ils redoutent qu'il porte atteinte à leurs avantages et qu'il se révèle au bout du compte préjudiciable à leurs affaires et à leur prérogatives.....

La contestation a gagné la bataille médiatique

Le courage des manifestants a suscité l'admiration et la sympathie de ceux qui, à travers le monde, ont constaté le stoïcisme avec lequel les Syriens affrontaient l'armée et ses chars, les *moukhabarat* et leurs instruments de torture, les *chabbiha* et leur violence haineuse.

La discipline des défilés, la volonté consensuelle des slogans, l'humour des protestataires leur ont valu le respect et l'estime de tous, et en premier lieu de ceux qui savent par expérience de quoi le régime syrien est capable.

Depuis les premières manifestations, boycottées ou délibérément déformées par les médias syriens, ils ont veillé à faire parvenir à l'extérieur du pays les images permettant aux internautes et aux téléspectateurs de juger par eux-mêmes du comportement des parties en présence. Grâce aux conseils d'amis tunisiens et égyptiens, qui leur ont recommandé d'arborer des panneaux et banderoles en d'autre langue que l'arabe, d'y faire figurer la date et le lieu des manifestations, de présenter des témoignages non sujets à caution... ils ont constamment amélioré la diffusion et la crédibilité de leur message. Des activistes se sont chargés de dévoiler au jour le jour, sur une page dédiée de Facebook, les mensonges des journaux gouvernementaux et des télévisions officielles. D'autres ont tenu la liste des « ennemis de la révolution », rapportant les faits et gestes des hommes politiques, des hommes d'affaires, des artistes, des hommes de religion... favorables à la répression menée par le régime. Des chansons ont été composées et enregistrées pour souligner le courage des manifestants ou pour tourner en dérision les accusations du régime.

Il faut que le régime syrien dégage maintenant le plus vite possible, chaque jour qui passe le démontre... quelles forces politiques au service des intérêts des exploités ? Quelles forme d'organisation ? D'auto-organisation ?

Que faire ici ?

Absence cruelle de manifestations de solidarité !

Dans les autres pays arabes ? Liens avec les révolutions tunisiennes, égyptiennes,

Barhein, Yémen...

Dénoncer toute forme d'ingérence/intervention impérialiste.....